

La zone euro veut inventer un mécanisme capable de rapprocher les politiques économiques des Etats

Autorité indépendante ou instance plus politique : les exécutifs allemand et français débattent

25/12/2010

Monde

Bruxelles

Bureau européen

Les dirigeants européens, français et allemands en tête, ont engagé ces derniers jours des réflexions tous azimuts pour tenter de tirer les leçons de la crise des dettes souveraines qui ébranle comme jamais l'Union monétaire. Lors du dernier sommet européen, les 16 et 17 décembre, Nicolas Sarkozy et Angela Merkel n'ont pas caché leur volonté « d'aller plus loin » en matière d'intégration économique. La chancelière allemande reprend désormais pleinement à son compte l'expression « *gouvernement économique* » longtemps chère aux seuls Français.

A ce stade, les points de vue sont loin de converger. Christine Lagarde, la ministre française de l'économie, et son homologue allemand, le chrétien-démocrate Wolfgang Schäuble, devaient se rencontrer pour en parler, à Strasbourg, jeudi 23 décembre, mais la rencontre a été reportée à cause de la neige.

Le quotidien allemand *Süddeutsche Zeitung* croit savoir, dans son édition du 23 décembre, que le gouvernement Merkel serait sur le point de proposer la création d'une sorte de fonds monétaire européen, une « *autorité indépendante* » susceptible de superviser la bonne conduite des pays de l'euro. Une information aussitôt démentie par Berlin.

Dans le même journal, Christine Lagarde plaide au contraire

pour la mise en place, au niveau des chefs d'Etat et de gouvernement de la zone euro, d'un organe de pilotage économique. Pour la dirigeante française, il s'agit de se consulter entre gouvernements de l'euro avant de prendre des décisions susceptibles d'avoir un impact sur les autres, « *sans être bloqués par la Grande-Bretagne* ». Afin de rassurer les Allemands, elle précise que les pays non membres de l'euro pourraient être associés.

« Mauvais élèves »

Les réactions n'ont pas tardé dans la frange libérale du gouvernement allemand. « *Celui qui penche actuellement pour un gouvernement économique européen travaille à un mauvais chantier* », a jugé le ministre de l'économie Rainer Brüderle (FDP). D'après lui, « *il faut qu'il soit question d'indépendance, de responsabilité individuelle, de transparence et avant tout de possibilité de sanction pour les mauvais élèves de l'euro* ».

Les travaux devraient s'intensifier d'ici à la prochaine réunion des ministres des finances européens, mi-janvier 2011 à Bruxelles. Ils seront menés en parallèle avec la refonte – du vingt-sept, d'ici à la mi-2011 – du pacte de stabilité et de croissance.

Les grandes lignes de la réforme, exigée par M^{me} Merkel avant de voler au secours de la Grèce en mai, ont été fixées cet automne par les ministres des finances des Vingt-Sept, dans un groupe de tra-

vail présidé par Herman Van Rompuy. Mais selon un principe qui limite les efforts de convergence : travailler à traité constant. « *L'idée serait d'aller au-delà des traités, pour approfondir les efforts de coordination des politiques fiscales et économiques* », dit un haut responsable européen.

Il pourrait s'agir, par exemple, de discuter ensemble des principales réformes à mener, comme la retraite à taux plein à partir de 67 ans, ou d'harmoniser le taux de certaines taxes. Une perspective impossible dans l'Europe actuelle, où ces questions sont soit du ressort national, soit tranchées à l'unanimité. Fin novembre, ni Bruxelles, ni Paris, ni Berlin n'ont pu forcer l'Irlande à relever le taux de son impôt sur les sociétés, en dépit de sa mise sous assistance financière.

Davantage de discipline

Conscient de la poussée franco-allemande, le premier ministre luxembourgeois, Jean-Claude Juncker, a suggéré à l'issue du dernier conseil de ne pas se contenter d'« *harmonisation fiscale* », mais de parler aussi « *d'harmonisation sociale* ». Paris et Berlin ont toujours refusé davantage d'intégration dans ce domaine. Le président de l'Eurogroupe préfère plaider pour la création d'obligations européennes. « *Mais un tel outil ne peut exister sans gouvernement économique* », rappelait l'Elysée, en marge du sommet.

Les tractations en cours suscitent des réserves parmi les pays non membres de la zone, lesquels craignent la mise en place d'une Europe à deux vitesses. « *Toutes les idées nouvelles sont bonnes à discuter, mais nous devons respecter les traités, et ce qui figure déjà à l'agenda* », estime Janos Martonyi, le ministre hongrois des affaires étrangères. La Hongrie assurera la présidence tournante des Vingt-Sept au premier semestre 2011.

Le chantier est jugé d'autant plus pressant à Paris comme à Berlin que les Etats de la zone euro sont tombés d'accord, lors du dernier Conseil européen, pour réformer à la marge les traités afin de mettre en place un mécanisme permanent de gestion des crises. Cet instrument intergouvernemental sera bâti, à partir de 2013, sur les bases du Fonds européen de stabilité financière, créé dans l'urgence en mai afin d'éviter l'explosion de la zone.

Les contours du « *mécanisme européen de stabilité* » doivent être précisés d'ici au mois de mars. La chancelière allemande n'entend jouer le jeu qu'à condition d'obtenir davantage de discipline au sein de la zone euro. Et de disposer d'un levier pour mener de front les réformes qui permettraient à l'union monétaire de réduire les divergences macroéconomiques entre ses membres. Pour elle, c'est la meilleure façon de prévenir d'autres crises existentielles. ■

Philippe Ricard